

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

DEPARTEMENT DE LA HAUTE-SANAGA

COMMUNE DE BIBEY

LITTORAL REGION

HIGH-SANAGA DIVISION

BIBEY COUNCIL

**AVIS DE SOLLICITATION A MANIFESTATION D'INTÉRÊT
N° 001/ASMI/Mairie de BIBEY/2024 DU 05 FEVRIER 2024
POUR L'ELABORATION DU PLAN SOMMAIRE D'URBANISME DE LA COMMUNE DE BIBEY
AU TITRE DE L'EXERCICE BUDGETAIRE 2024.**

Le Maire de la Commune de BIBEY, Maître d'Ouvrage, lance un Avis de Sollicitation à Manifestation d'Intérêt (ASMI) à l'intention des Bureaux d'Etudes Techniques et Cabinets d'Urbanisme qui désirent participer à la pré-qualification pour l'opération sus-indiquée et dans les conditions ci-après.

1. Objet de l'Avis de Sollicitation à Manifestation d'Intérêt et consistance des prestations

Le présent Avis de Sollicitation à Manifestation d'Intérêt a pour objet la pré-qualification des Bureaux d'Etudes Techniques et Cabinets d'Urbanisme devant participer à l'Appel d'Offre restreint portant sur l'élaboration du PLAN SOMMAIRE D'URBANISME de la commune de BIBEY au titre de l'exercice 2024.

NB: Le délai prévu pour l'exécution de ladite étude est de SIX (06) mois.

Cette étude visera entre autres, l'appui des Collectivités Territoriales Décentralisées concernées à :

- Élaborer un projet de territoire communal équilibré et solidaire, tenant compte du SNAT et du SRADDT du SUD,
- Préserver les espaces naturels et agricoles en priorisant la gestion économe de l'espace,
- Préserver la biodiversité des écosystèmes, valoriser et aménager les paysages péri-urbains,
- Traduire dans les documents du PSU, les principes des « plans territoriaux pour le climat » permettant d'offrir un cadre de vie de qualité (réduction des gaz à effets de serre),
- Maîtriser le développement de l'habitat en priorisant la densification et l'utilisation des espaces résiduels d'urbanisation avec de la mixité,
- Soutenir localement la dynamique économique et notamment commerciale, de soutenir l'activité agricole de la Commune,
- Diminuer les obligations de déplacements et faciliter les modes doux à l'échelle de la Commune et de l'intercommunalité,
- Prévenir les risques et optimiser les ressources naturelles,
- Maîtriser les consommations d'énergie, améliorer les performances énergétiques notamment à partir de sources renouvelables
- Réaliser la cartographie de base ;
- Faire un état des lieux assorti d'un bilan diagnostique de la situation actuelle ;
- Dégager la vision de développement de la commune, les orientations stratégiques, les objectifs et axes de développement ;
- Délimiter le périmètre urbain de la commune à l'horizon du PSU ;

- Elaborer un Programme d'Investissements Prioritaires à court, moyen et long terme ;
- Produire un règlement d'urbanisme qui servira de boussole pour la mise en œuvre du PSU. Y définir le périmètre de chacune des zones d'affectation et édicter, pour chacune d'elles, les règles, restrictions et servitudes particulières d'utilisation du sol.

2. Critères de sélection

Le présent ASMI est ouvert à toute personne morale remplissant les conditions suivantes :

- Etre un Bureau d'Etudes Techniques ou Cabinets d'Urbanisme exerçant dans le domaine de l'urbanisme, de l'habitat ou du développement urbain, installé au Cameroun et ayant une bonne connaissance du secteur urbain au Cameroun ;
- Justifier des capacités techniques et financières compatibles avec les prestations à exécuter ;
- Justifier d'une expérience suffisante dans le domaine des études de planification urbaine, d'urbanisme et de développement urbain ;
- Disposer du matériel et du personnel nécessaire ou s'engager à en recruter pour les prestations à exécuter.
- Avoir réaliser au moins deux (02) prestations dans le domaine de la planification.

3. Dossier de candidature

Les candidats qui souhaiteraient manifester leur intérêt à réaliser les prestations décrites ci-dessus doivent fournir les pièces administratives et autres informations techniques et opérationnelles ci-après, présentées en deux volumes :

3.1. Volume 1 (Pièces Administratives)

Le « Volume 1 » comprendra les documents administratifs suivants (originaux ou copies certifiées conformes selon les cas, datées d'au plus trois (03) mois et valables pour l'exercice en cours) :

- Une lettre de motivation dûment signée du candidat précisant le ou les lots sollicités ;
- Une attestation de non redevance de l'exercice en cours délivrée par les services des impôts ;
- L'original de l'attestation de non-faillite délivrée par l'autorité compétente du domicile du candidat ;
- L'original de l'attestation de non-exclusion des Marchés Publics délivrée par l'Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP) ;

Il est précisé que l'absence ou la non- validité d'une des pièces ci-dessus citées entraînera l'élimination du candidat.

3.2. Volume 2 (Dossier Technique)

3.2.1 La liste des experts clé de la firme

Le candidat devra disposer ou s'engager à embaucher avant le début des prestations, le personnel technique de maîtrise compétent nécessaire, à savoir :

- **Un Chef de Mission, Urbaniste** justifiant d'une expertise avérée et des références pertinentes en matière de planification urbaine :
 - Formation en urbanisme ou en gestion urbaine d'une école ou institut d'urbanisme (BAC+5) ;

- Avoir au moins 10 ans d'expérience dans le secteur urbain en matière d'aménagement urbain, d'études stratégiques, de planification et de programmation urbaine ;
 - Avoir participé à au moins 04 études de même nature, dont au moins deux en qualité de Chef de mission ;
 - Etre inscrit à l'Ordre des Urbanistes du Cameroun (ONUC) ;
- **Un Ingénieur VRD :**
- Formation d'Ingénieur de Génie Civil ou génie urbain (BAC+5) ;
 - Spécialiste en infrastructures urbaines et évaluation socio-économique des projets ;
 - Expérience professionnelle d'une durée minimum de sept (07) ans dans la conception et la maintenance d'infrastructures urbaines ;
 - Expérience minimale d'au moins trois (03) projets d'études de planification urbaine ;
 - Etre inscrit à l'Ordre National des Ingénieurs de Génie Civil du Cameroun (ONIGC) ;
- **Un Sociologue urbain**
- Formation en sociologie urbaine (BAC+3) ;
 - Expérience minimale d'au moins 07 ans dans le domaine du traitement des données en matière de planification urbaine, de programme de développement et dans les analyses sociologiques des projets similaires ;
 - Avoir participé à au moins 03 projets d'élaboration de Plans d'urbanisme ;
- **Un Expert en Système d'Information Géographique (SIG) :**
- Formation en Géographie, Cartographie, Topographie ou équivalent (au moins BAC+4) spécialiste en Systèmes d'Information Géographique ;
 - Expériences professionnelles d'au moins 5 ans dans le domaine de la cartographie ;
 - Avoir réalisé au moins 02 études dans le domaine de la cartographie numérique ;
 - Maîtrise des logiciels ARCGIS et MAPINFO et autre logiciel de cartographie ;
- **Un Environnementaliste**
- Formation en Sciences environnementales (BAC+4) ;
 - Expérience professionnelle ayant d'au moins 5 ans en analyse environnementale de projets et en analyse de risques ;
 - Disposer d'au moins trois (03) références dans les projets similaires ;
 - Bonne connaissance du développement durable ;
- **Un Urbaniste Junior**
- Formation en urbanisme (BAC+5) ou en gestion urbaine.

Les candidats fourniront la liste du personnel accompagnée des pièces suivantes, pour chaque expert, datées d'au plus trois (03) mois :

- CV daté et signé par le concerné ;
- La copie certifiée du diplôme de chaque personnel ;
- L'attestation de présentation de l'original du diplôme ;
- Pour les Urbanistes, une attestation d'inscription à l'ONUC pour l'année en cours ;
- Pour les Architectes, une attestation d'inscription à l'ONAC pour l'année en cours ;
- Pour les Ingénieurs de Génie Civil, une attestation d'inscription à l'ONIGC pour l'année en cours ;
- Une déclaration prouvant que l'expert a bien une telle expérience, en citant les projets réalisés qui lui permettent de remplir ces critères (nom du projet, pays, dates, administration responsable, bailleur de fonds).

NB : L'ancienneté du personnel au sein de l'équipe du consultant sera prise en compte dans l'évaluation.

3.2.2 Les références du Cabinet

Le BET produira la liste de ses références réalisées uniquement dans le domaine de l'aménagement urbain et la programmation urbaine, pendant les dix (10) dernières années. Pour être prise en compte dans l'évaluation, chaque référence en prestation de même nature et de même importance devra être justifiée par la copie de l'extrait du contrat comportant les premières et dernières pages, conjointement avec l'attestation de bonne fin ou le procès-verbal de réception afférent au projet concerné. Ces documents devront être clairs et lisibles pour faire ressortir : le nom du Maître d'ouvrage et le lieu d'exécution du projet ;

3.2.3 Les moyens logistiques, techniques et matériels

Le soumissionnaire devra justifier de la propriété des moyens logistiques, techniques et matériels en sa possession, nécessaires à la réalisation des prestations. A cet effet, il produira une liste de matériels ci-après :

1. Moyens logistiques (véhicules, moyens de communication, etc.) avec justification de la propriété (photocopies certifiées des cartes grises ou des factures) ;
2. Moyens techniques et matériels avec justification de la propriété ;
 - a) La liste du matériel informatique et bureautique (micro-ordinateur, imprimante, scanner, photocopieuses, logiciels, etc.) présents au siège du BET ;
 - b) La liste de tout autre matériel topographique et géotechnique, propre au candidat et susceptible d'être utilisé au cours du projet (fournir les factures des fournisseurs et tout autre document attestant la propriété de ce matériel).

Les candidats possédant en propre le matériel seront favorisés.

N.B : La localisation dudit matériel doit être précisée, étant entendu que des vérifications pourront être faites par le Maître d'Ouvrage en cas de besoin.

3.2.4 Une attestation de capacité financière

Cette attestation devra être délivrée par une banque agréée par le Ministère des Finances selon les conditions de la COBAC, et précisant que le candidat peut pré financer les prestations à hauteur de 50 millions de FCFA

3.2.5 L'autorisation de vérification des déclarations

Cette autorisation dûment signée du Directeur Général du BET, devra permettre au Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain de procéder à toute vérification jugée nécessaire, pour s'assurer de l'existence du matériel annoncé dans le dossier de candidature, et de l'exactitude des informations relatives aux références présentées auprès des Maîtres d'Ouvrages concernés.

4. Critères de sélection

➤ Critères éliminatoires :

- Dossier administratif et technique non conforme aux prescriptions du présent ASMI ;
- Fausse déclaration ou pièce falsifiée ;
- Note d'évaluation du dossier technique inférieure à 70 points sur 100 ;
- Ne pas avoir plus de deux (02) études en cours au MINH DU ou dans d'autres Communes.

➤ Critères essentiels d'évaluation du dossier technique

L'évaluation du dossier technique sera faite sur 100 points sur la base des critères essentiels suivants pour chaque Lot :

- **Personnel** : 50 points
- **Références** : 30 points
- **Matériel** : 05 points
- **Capacité financière** : 15 points.

Seuls les candidats qui auront totalisé, à l'issue de l'évaluation, une note technique au moins égale à soixante-dix (70) points sur cent seront retenus.

5. Dépôt des dossiers

Les Dossiers de candidature, rédigés en français ou en anglais, doivent être remis en quatre (04) exemplaires dont un (01) original et trois (03) copies marqués comme tels, sous pli fermé et scellé à la Commune de bibey au plus tard le 01 mars 2024 à 12 heures avec la mention.

AVIS DE SOLlicitation A MANIFESTATION D'INTÉRÊT N°001/ASMI/Mairie de BIBEY/2024 DU 05 FEVRIER 2024

**POUR L'ELABORATION DU PLAN SOMMAIRE D'URBANISME DE LA COMMUNE DE BIBEY
AU TITRE DE L'EXERCICE BUDGETAIRE 2024.**

« A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

6-) Renseignements complémentaires :

Pour tout renseignement complémentaire s'adresser à la Commune de bibey ou appeler les numéros : 674 53 10 16/699 32 30 21

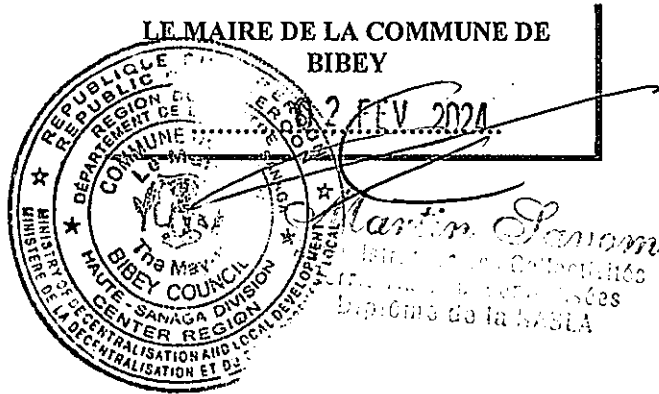
7. Publication des résultats

Les candidats retenus à l'issue de cette évaluation seront consultés dans le cadre des Appels d'Offres Restreints conformément à l'article 76 du décret n°2018/366 du 20 juin 2018 portant code des Marchés Publics au Cameroun.

LE MAIRE DE LA COMMUNE DE
BIBEY

2 FEV 2024

Martin Sanon
Maire de la Commune de Bibey
Département de la Haute-Sanaga
Région du Centre



RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

DEPARTEMENT DE LA HAUTE-SANAGA

COMMUNE DE BIBEY

LITTORAL REGION

HIGH-SANAGA DIVISION

BIBEY COUNCIL

EXPRESSION OF INTEREST INVITATION

N° 001./ASMI/BIBEY COUNCIL/2024 of 05 February

TO DRAFT URBAN PLANNING DOCUMENTS FOR SOME BIBEY COUNCIL FOR FISCAL 2024.

The mayor of bibey council, project owner, of consultants that should participate in the restricted national bid invitation to draft urban planning documents for bibey council , Project Owner, hereby issues an Expression of Interest (EOI) invitation for technical consultancies wishing to participate in the pre-selection for the abovementioned operations and under the conditions set forth below.

1. Subject of the Expression of Interest invitation and consistency of services

The subject of this expression of interest invitation is to shortlist technical consultancies that should participate in the restricted bid invitation draft urban planning documents for BIBEY Council, for fiscal year 2024.

NB:. The period for the executing the studies shall be SIX (06) months...

The study aims at, as the case may be, assisting the concerned Local and Regional Authorities to set:

- Fundamental, regulatory, administrative or financial orientations of land-use planning in towns and future development areas;
- General land location;
- Progressive programming of plan and equipment, thus a program plan for the first 5 years execution phase;
- Armature of each allocation area;
- Rules, restrictions and land use special easements;

It will prepare as the case may be:

- An appraisal report wherein the consultant, after some preliminary work, carries out qualitative and quantitative analysis of access to housing and to basic urban services by the population, with emphasis on the less privileged groups;

- The proposal of the development scenarios of the municipality or sector concerned if it is the sector plan;
- The production of a justification report;
- The production of a town planning regulation and graphic documents, in accordance with the law on town planning in Cameroon.

2. Selection criteria

This ASMI is open to any legal person fulfilling the following condition:

- Be a technical consultancy or a cabinet urbanist in the area of town planning, housing or urban development, based in Cameroon and sufficiently conversant with the urban sector in Cameroon;
- Possess the technical and financial capacities compatible with the operations to be executed;
- Have good experience in the area of town planning and urban development studies;
- Have the necessary equipment and personnel or commit to recruit personnel for the operations to be executed;
- Not to have more than 02 (two) studies under realization at urban planification.

3. Candidature documents

Bidders wishing to express their interest to perform the operations described above shall furnish administrative documents and any other technical and operational information, in two volumes as follows:

3.1. Volume 1 (Administrative documents)

“Volume 1” shall comprise the following administrative documents (originals or certified true copies, as the case may be, dated no more than 3 (three) months and valid for the current financial year):

- A letter of interest signed and dated by bidder;
- The original attestation of non-bankruptcy issued by the competent authority of residence of bidder;
- The original of credit worthiness attestation issued by the competent authority of the bidder’s domicile;
- The original of the attestation of non-exclusion from public contracts issued by the Public Contracts Regulatory Agency (ARMP).

It is to be noted that the absence or invalidity of any one of the documents listed above shall lead to the bidder’s disqualification.

3.2. Volume 2 (Technical documents)

3.2.1 List of consultancy’s key experts

The bidder shall have or commit to recruit, before the start of operations, the necessary and qualified managerial personnel as follows:

- **1 (one) Chief of mission, Town Planner**, registered with the Cameroon National Order of Town Planners (ONUC).
 - Training in town planning (A/Lev + 5);
 - Have at least 10 years of experience in the urban sector in urban planning; strategic studies, planning and urban programation;
 - Have participated in at least 04 studies of the same nature, at least two of them as Head of Mission
 - Registered with the Cameroon National Order of Town Planners (ONUC)

- **1 (one) Civil Engineer**: registered with the Cameroon National Order of Civil Engineers (ONIGC).
 - Training in civil Engineering (A/Lev + 5);
 - Specialist in urban infrastructures and socio-economic evaluation of projects;
 - Professional experience of a minimum duration of seven (07) years in the design and maintenance of urban infrastructure;
 - Minimum experience of at least three (03) urban planning studies projects in sub-Saharan Africa and a good knowledge of Cameroon's communal environment and issues related to the urban environment.

- **1 (one) Specialist in Geographic Information Systems (GIS) :**
 - Training in geography, cartography, topography, or equivalent(A/Lev + 4) Geographical Information Systems Specialist;
 - Professional experience of at least 5 years in the field of cartography;
 - Have completed at least 02 studies in the field of digital cartography;
 - Mastery of ARCGIS and MAPINFO software and other mapping software.

- **1 (one) Socio-economist,urban**
 - Holds a post-graduate diploma of at least (A/Lev + 3) in the fields of economic forecasting and local taxation ;
 - Professional experience of at least 7 years in one of these fields or in the field of urban management or local urban development;
 - Have completed at least 03 studies in the field of financial audits, or local finance. The knowledge of the context of the Cameroonian communes and the justification of an experiment in these fields on the national or international level will be very appreciated

 - Education (A/Lev + 3) with at least ten (10) years of experience in surveying and cadastral surveying in urban areas, including at least five years as topographer;

- **1 (one) Jurist:**
 - Training in law or urban planning (A/Lev +4 / 5) specialize in legal and urban issues, land and urban policies, participated in similar projects of urban development;

- **1 (one) Urban Sociologist:**
 - Training in urban sociology or it equivalent (A/Lev + 3);

-Having at least 07 years of professional experience in the field of data processing in urban planning, development program and sociological analysis of similar projects, and have participated in at least 03 projects of development of Urban Plans.

□ 1 (one) Economist: Holds a post-graduate diploma of at least (A/Lev + 5) in the fields of economic forecasting and local taxation, having at least 07 years of professional experience in one of these fields or in the field of urban management or local urban development and have completed at least 03 studies in the field of financial audits, or local finance. The knowledge of the context of the Cameroonian communes and the justification of an experiment in these fields on the national or international level will be very much appreciated.

□ **One (1) Environmentalist:** Training in Environmental Sciences (A/Lev + 4), with at least 5 years of experience in environmental analysis of projects and risk analysis and justifying at least three (03) references in similar projects, Good knowledge of sustainable development.

The bidder shall furnish a list of personnel alongside the following documents for each expert, dated no more than 3 (three) months:

- dated and signed CV of the staff member concerned;
- Copy of certificate of each staff member;
- An attestation of presentation of original;
- For the town planners, an attestation of registration with ONUC for the current year;
- For the architects, an attestation of registration with ONAC for the current year;
- For the civil engineers, an attestation of registration with ONIGC for the current year;
- A declaration showing that the expert actually has the required experience and citing the projects executed that qualify him (title of project, country, dates, project owner, donor agency).

NB : The seniority of the staff within the consultant's team will be taken into account in the evaluation.

3.2.2 References of the consultancy

The Consultancy shall furnish a list of references executed in the area of urban development, town planning and urban planning over the last ten years. To be taken into account in the assessment, each reference concerning participatory urban planning projects shall be an added advantage. Such documents containing the name of project owner and the locus of the project shall be clear and legible.

3.2.3 Logistical, technical and material resources

The bidder shall justify their ownership of logistical, technical and material resources necessary for the execution of the operations. Accordingly, he shall produce a list of the following materials:

1. Logistical resources (vehicles, communication means, etc.) with justification of ownership (certified photocopies car registration or receipts);
2. Technical and material resources with justification of ownership;

- a. List of computer equipment and office stationary (microcomputer, printer, scanner, photocopiers, software, etc.) present at the headquarters of the technical consultancy;
- b. List of survey and geotechnical equipment belonging to the bidder and likely to be used during the project (provide suppliers' invoices and any other document testifying the ownership of the equipment).

N.B: Location of the said equipment shall be precise, it being understood that the project owner may carry out verification thereof should the need arise.

3.2.4 A financial capacity attestation

This attestation shall be issued by a bank approved by the Ministry in charge of finance, specifying that the bidder is capable of pre-financing the operations to the tune of:

- CFA 50 million Francs

3.2.5 Declarations verification authorization

This attestation, which shall be duly signed by the General Manager of the consultancy, shall permit the Ministry of Housing and Urban Development to carry out any verification deemed necessary to ascertain the existence of the equipment declared by the bidder and check with the cited project owners the correctness of the references presented.

4. Criteria for assessing the Technical bid

Eliminatory Criteria:

- Administrative and technical bids non-compliant with the specifications of this bid invitation;
- False declaration or forged documents;
- Score in technical assessment less than 70 points out of 100;
- Not to have more than 02 (two) studies under realization at MINH DU and other councils.

Essential Criteria

Assessment of the quality of technical bids shall be on 100 points and based on the following criteria for each lot:

- Personnel : 50 points
- References : 30 points
- Equipment : 05 points
- Financial capacity : 15 points.

Only bidders scoring a mark at least equal to 70 (seventy) points out of 100 (one hundred) shall be shortlisted.

5. Submission of bids

The Application files of the candidates, written in French or English, must be submitted in four (04) copies, one (01) original and three (03) copies marked as such, under closed and sealed at the General secretary of council bibey, not later than 1er march 2024 at 12 o'clock:

EXPRESSION OF INTEREST INVITATION

N° 001 /ASMI/BIBEY COUNCIL/ 2024 of 05 FEBRUARY 2024
TO DRAFT URBAN PLANNING DOCUMENTS FOR SOME BIBEY COUNCIL FISCAL YEAR
2024.

“To be opened only during the evaluation session”

6. Additional information

For further information, contact the BIBEY COUNCIL for all days or call number: 674 53 10
16/ 699 32 30 21

7. Publication of results

Bidders shortlisted at the end of the evaluation shall be consulted within the framework of the
restricted bid invitation pursuant to article 76 of Decree No. 2018/366 for 20 June 2018 to lay down the
Public Contracts Code in Cameroon.

